



© CEI, Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales  
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455  
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval  
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6  
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538  
Télécopieur : 418-656-3634

[www.cei.ulaval.ca](http://www.cei.ulaval.ca)

janvier 2019

---

## CHRONIQUE

# Un portrait de la corruption au Brésil du Lava Jato: des révélations aux accusations (2006-2018)

Par Gabriel Turmel<sup>1</sup>

**Comment se retrouver dans la présente crise de la corruption au Brésil ? Toujours d'actualité, la corruption au Brésil ne cesse de ponctuer les grands titres. Si cette dernière est depuis longtemps endémique dans le pays sud-américain, l'actuelle crise dans laquelle est plongée la classe politique brésilienne a débuté en 2008, lorsque la police fédérale fait une découverte importante dans une station-service de la région de la capitale. Celle-ci déclenche de nombreuses opérations et ébranle l'acceptation sociale de la corruption.**

### **L'avant-2014: traditions et révélations**

En 2002, Luiz Inácio Lula da Silva, mieux connu sous le nom de Lula, est élu après de grandes promesses de lutte à la corruption endémique. La *jeitinho brasileiro*, la « façon de faire à la brésilienne », marque effectivement ses limites auprès des habitants des favelas et des rangs du Parti des travailleurs (PT), le parti de Lula. Cette manière d'obtenir un siège dans un événement sportif alors qu'il n'en reste plus, d'obtenir un permis de stationnement pour personnes handicapées sans avoir de handicap, ainsi que bien d'autres contournements des règles, mine les velléités

---

<sup>1</sup> Étudiant à la maîtrise en études internationales aux Hautes études internationales (HEI) de l'Université Laval et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines (CEI).

économiques des classes défavorisées. Son acceptation populaire, auparavant plutôt solide, commence à s'effriter sérieusement.

Lula passe près de ne pas être réélu en 2006. La campagne est marquée par le scandale des mensualités (*escândalo do Mensalão*), un système de détournement de fonds publics et d'achat d'appuis parlementaires, confirmé par le Tribunal suprême fédéral (TSF) en 2012, alors que Dilma Rousseff, dauphine de Lula, est présidente. La grogne populaire s'intensifie face au *mensalão*, mais également face au *superfaturamento*, qui consiste à surfacturer les contrats publics pour détourner de l'argent et acheter des faveurs contractuelles, amasser des gains personnels et financer des campagnes politiques. Pas moins de [30% des fonds publics brésiliens sont détournés de cette manière annuellement](#) et le mécontentement populaire culmine lors des protestations de 2013. En effet, l'acceptation de la tradition voulant que le politicien brésilien vole, mais réalise beaucoup de projets (*Rouba mas faz*), s'effrite de plus en plus, comme en témoigne la participation de plus de [2 millions de Brésiliens](#) dans le mouvement contestataire de 2013, présent dans [438 villes](#) et motivé par une hausse des coûts de transport.

C'est au cours du deuxième mandat de Lula que l'on déclenche l'opération Lava Jato. Tout démarre [en 2008 lorsque Hermes Magnus](#), propriétaire d'une station-service jumelée avec un lave-auto, accuse plusieurs personnalités locales de se servir de sa compagnie pour blanchir de l'argent, dont l'entrepreneur Alberto Yousef. La police fédérale arrête ce dernier et retrouve chez lui une voiture immatriculée au nom de Paulo Robert Costa, un ancien cadre de Petrobras, la société d'État pétrolière.

- « *Si je parle, la République va tomber* », prévient [Yousef](#).

Il parle et la police découvre alors que des géants du secteur d'activités des bâtiments et des travaux publics, tels Grupo OAS ou Odebrecht, ont formé un cartel afin de surfacturer de 1% à 5% les contrats émis par Petrobras. La police progresse en déclenchant de petites opérations, ce qui permet d'identifier quelques *doleiros* (marchands du marché noir). Par contre, ce qui fait réellement avancer le dossier est le [marché conclu avec Costa](#), qui accepte de fournir des preuves contribuant à l'enquête Lava Jato, dont le nom signifie « car wash », ou « lavage au jet », en raison de l'endroit où a été réalisée la perquisition initiale.

Entre les révélations de Costa (en mars 2014) et février 2016, 179 personnes sont inculpées de [37 chefs d'accusation](#). Dès 2015, les actions de la firme Petrobras

chutent en raison de l'ouverture de l'enquête visant [54 personnes](#) en cours de mandat. La société perd [31,5 milliards de dollars](#) américains dans le scandale, dont [17 milliards en raison de la surfacturation](#). Les révélations de Costa portent également vers les hautes sphères du pouvoir, alors que Rousseff tente de se faire réélire.

### **Le scandale et la réélection de Rousseff**

L'opposant de Rousseff (PT) au deuxième tour de 2014, Aécio Neves, du Parti de la social-démocratie du Brésil (PSDB), ne manque pas de rappeler [ses doutes](#) quant à l'innocence prétendue de Rousseff vis-à-vis les scandales de corruption entourant Petrobras, alors que celle-ci a occupé le poste de ministre de l'Énergie de 2003 à 2005 et de [présidente du conseil d'administration](#) de la société d'État de 2005 à 2010. Rousseff l'accuse à son tour de corruption et est finalement réélue par [une très mince majorité \(51,64%\)](#).

À la mi-novembre, l'[opération « Jugement dernier »](#) émet 85 mandats et ordres de perquisition à l'encontre d'entreprises du secteur des bâtiments et des travaux publics. Le sénateur inculpé Delcidio Amaral déclare que l'actuelle présidente savait [tout sur l'émission frauduleuse des contrats](#), dans laquelle la plus grande compagnie brésilienne de construction, Odebrecht, commence à devenir le phare médiatique. Après les auditions d'Amaral, le Tribunal supérieur électoral (TSE) commence à enquêter sur la campagne présidentielle de Rousseff et de son colistier, Michel Temer. Otavio Marques de Azevedo, ancien PDG de la deuxième entreprise de construction au pays, Andrade Gutierrez, affirme que les dons à la campagne de Rousseff se chiffraient en millions et provenaient des [« dessous-de-table »](#).

Ensuite, afin de préserver Lula de toutes poursuites judiciaires, Rousseff le nomme ministre de la *Casa Civil*, les ministres étant protégés par « *foro privilegiado* », les laissant judiciaires devant le TSF seulement. Un extrait de l'appel de Rousseff, expliquant à Lula qu'elle lui fait parvenir son décret officiel afin qu'il puisse s'en servir [« en cas de nécessité »](#), est relâché dans les médias par le juge Sergio Moro, qui outrepassa ses pouvoirs de juge et provoque l'ire populaire contre Rousseff. En mars 2015, le procureur général de la République, Rodrigo Janot, lance un second Lava Jato en publiant la « liste Janot » (22 députés et 14 sénateurs, donc 18% du Sénat, visés par les enquêtes). On y retrouve entre autres Eduardo Cunha, le président de la Chambre des députés, ainsi que le président du Sénat (PMDB), le trésorier du PT, l'ex-gouverneur de l'État de Rio, des membres du Parti socialiste brésilien (PSB) et du Parti

travailleuse brésilien (PTB), l'ex-président et sénateur Fernando Collor de Mello et d'autres figures politiques importantes.

Le coup de grâce est porté par l'arrestation de Marcelo Odebrecht, qui est condamné à 19 ans de prison et qui paraît plus tard devant les procureurs en compagnie de 77 cadres de la compagnie, tous présents pour offrir leur « collaboration récompensée » et bénéficier d'une remise de peine. Le même mois, un accord judiciaire est conclu entre le Brésil, la Suisse et les États-Unis; Odebrecht est accusée d'avoir versé [780 millions de dollars en pots-de-vin](#) entre 2001 et 2006 et condamnée par un tribunal américain à verser 3,5 milliards de dollars en amende.

### **Destitution de Rousseff et accusations**

Malgré les tentatives de cacher ses implications sous l'[élargissement des pouvoirs des juges et du délit de corruption](#), Rousseff est incapable de rallier la confiance de la rue après l'épisode de l'enregistrement audio. Puis, Cunha prend la tête d'un mouvement de contestation et provoque la procédure d'*impeachment* contre la présidente, dissimulée sous des accusations d'avoir brisé les lois budgétaires; elle est destituée en août 2016 avec [61 voix « pour » et 20 voix « contre »](#), ceci portant le vice-président Michel Temer au pouvoir.

Très tôt, Temer devient le président le plus impopulaire de l'histoire du Brésil, avec [un taux d'approbation famélique descendant à 2%](#) en juin 2017. Il tente de [miner l'avancement des enquêtes](#) Lava Jato, alors que le juge Edson Fachin lance des enquêtes contre 108 personnes, dont l'ex-président [Fernando Henrique Cardoso](#). Finalement, des accusations sont lancées envers Rousseff, Temer et Lula. Ce dernier est condamné en 2017 à [9 ans et demi de prison](#). En 2018, en raison de sa défaite en appel et d'autres charges portées contre lui, sa sentence est portée à 12 ans. Il met ensuite fin à sa tentative de briguer l'élection présidentielle. [Rousseff est quant à elle inculpée pour délits d'organisation criminelle](#) (blanchiment d'argent et corruption) en septembre 2017. Quelques mois auparavant, le TSE avait rejeté l'invalidation de sa campagne présidentielle avec Temer, ce qui lui avait permis d'éviter une inéligibilité présidentielle de huit ans et qui avait permis à [Temer de demeurer au pouvoir](#) (le procès pour [financement illégal](#) avait débuté en avril).

En revanche, le TSF lance en juin 2017 de nouvelles enquêtes contre Temer, pour [obstruction à la justice et corruption passive](#), mais la [Chambre des députés rejette sa mise en accusation](#) en août. [Cunha est reconnu coupable](#) d'avoir extirpé 40

millions de dollars et l'ancien [président Cardoso se retrouve également dénoncé](#) publiquement pour avoir extirpé 100 millions de dollars du scandale de surfacturation. Si certains faux pas du juge Moro donnent l'impression que Lava Jato constitue une charge contre le PT plus qu'une charge générale contre la corruption, les effets de l'enquête outrepassent pourtant largement les frontières brésiliennes.

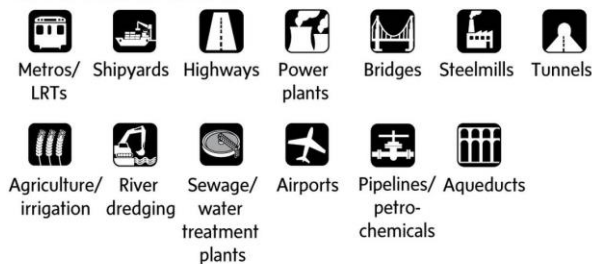
### Effets interaméricains et internationaux

*Carte des projets interrompus de compagnies brésiliennes (nov. 2017)*

*Source: Carrie Cockburn – The Globe and Mail / Recherche: Stephanie Nolen et Elisângela Mendonça*



KEY FOR TYPES OF PROJECTS



CARRIE COCKBURN/THE GLOBE AND MAIL, RESEARCH: STEPHANIE NOLEN AND ELISÂNGELA MENDONÇA

Depuis 2014, 45 chantiers de compagnies brésiliennes ont été arrêtés ou reportés dans 12 pays et des [enquêtes de corruption ont été lancées dans une demi-douzaine d'États](#). De nombreux États ont lancé des poursuites contre des compagnies brésiliennes telles qu'Odebrecht ou Grupo OAS, soulignant encore une fois l'immensité [des transferts d'argent off-shore](#). Les répercussions internationales dépassent donc largement la simple amende de 3,5 milliards de dollars.

Déjà [citée à outrance dans les Paradise Papers](#), Odebrecht voit par exemple son projet de centrale hydroélectrique être interrompu au Salvador. Au Pérou, ses comptes (où sont placés 132 millions de dollars) sont bloqués, alors qu'en février 2016, un rapport de la police fédérale démontre que le président [Ollanta Humala a reçu plusieurs millions de dollars d'Odebrecht](#) pour sa campagne présidentielle. Finalement, le président [Humala est arrêté en juillet 2017](#), alors que son successeur, le président Pedro Pablo Kuczynski, avait démissionné après la mise en route d'une [seconde tentative d'impeachment en lien avec le scandale Odebrecht](#). La principale source de protestation contre Kuczynski, l'ancienne présidente [Keiko Fujimori, est également détenue](#) en raison de

contributions illégales d'Odebrecht à sa campagne de 2011. Six projets de compagnies brésiliennes liées à Lava Jato sont interrompus au Pérou (métro, pipelines, centrale hydroélectrique, etc.). Au Venezuela, 15 projets majeurs (ponts, aéroport, métro) sont interrompus dans un scandale où [Nicolas Maduro est accusé d'avoir reçu 35 millions de dollars](#) d'Odebrecht.

Parmi les autres politiciens et administrateurs publics influents élaboussés par le scandale, on retrouve notamment l'ancien président du Panama, [Ricardo Martinelli, accusé d'avoir reçu 49 millions de dollars](#), l'ancien PDG de la société d'État du pétrole du Mexique, [Emilio Lozoya, accusé d'avoir reçu 10,5 millions de dollars](#), l'ex-président de la République dominicaine, Danilo Medina, et le ministre de l'Industrie du même pays, Juan Temistocles Montas, accusés d'avoir reçu [92 millions de dollars](#), ainsi que les [anciens présidents argentins](#) Cristina de Fernandez de Kirchner et Néstor Kirchner. L'ancien président mexicain Felipe Calderon, le chef de parti panaméen Ramon Fonseca Mora, l'ex-président colombien, Juan Manuel Santos, ainsi que des dizaines de sénateurs, députés et administrateurs à travers l'Amérique latine, sont également inculpés ou arrêtés.

L'ampleur prise par les scandales de corruption au Brésil, leur impact provoquant de nombreuses arrestations et le gel de 45 projets à travers l'Amérique latine soulèvent des questions quant à la mise en branle d'un réel changement au Brésil. Le scandale Odebrecht, avec ses 780 millions de US\$ dépensés en pots-de-vin, fait exploser les précédents cadres d'analyse de la corruption considérant l'ampleur des montants impliqués et le haut profil des personnes impliquées. En date d'octobre 2018, pas moins de [346 personnes](#) ont été accusées de crimes après l'enquête Lava Jato. Si Lula a quitté la présidence avec un [taux de popularité atteignant 87%](#), il sera intéressant de voir si la société brésilienne sera aussi clément avec son nouveau président, Jair Bolsonaro, vis-à-vis de la gestion des finances publiques. Celui-ci devra prendre en compte que l'économie du Brésil est dotée d'une immense [économie dite de l'ombre](#), où [16,1% du PIB national](#) serait constitué annuellement de l'économie informelle, même si ce nombre est [en baisse continue](#) depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle. Bien qu'il serait plutôt surprenant que l'acceptation sociale de la corruption vacille entièrement du côté du refus, comme en témoignent les appuis à Lula, les développements des derniers mois tendent à démontrer qu'une rupture pourrait s'être opérée au Brésil, alors que les « géants » politiques et économiques ne semblent plus être des intouchables de la loi comme ils l'ont été auparavant.